



14.04.11

Gaz de schiste : l'industrie pétrolière espère que le dossier n'est pas clos

ENERGIE - Les pétroliers regrettent la décision de François Fillon d'annuler les autorisations de prospection et souhaitent un diagnostic géologique... Ils ne savent plus sur quel pied danser: après avoir obtenu en mars 2010, du ministre de l'Ecologie de l'époque Jean-Louis Borloo, des autorisations de prospection de gaz de schiste en France, les industriels du pétrole voient maintenant ces permis remis en cause par le gouvernement. Mercredi, le Premier ministre François Fillon a demandé leur annulation, et le projet de loi de Christian Jacob, député-maire UMP de Provins, visant à retirer les permis d'exploration et d'exploitation, devrait être discuté en urgence à l'Assemblée nationale le 10 mai.



Un site de la société suédoise Lundin, lors du forage d'un nouveau puits de pétrole en septembre 2005 à Poligny en Ile-de-France. AFP PHOTO DAMIEN MEYER

«Les politiques font jouer le principe de précaution et ne veulent surtout pas envenimer la situation, regrette Yves Le Goff, directeur de la communication de l'Ufip, l'Union française des industries pétrolières, mais nous trouvons dommage de ne pas aller voir ce que dit la géologie», déclare-t-il à 20Minutes. Alors que la ministre de l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, avait jugé que «l'exploitation des gaz de schiste de la façon dont cela s'est passé aux Etats-Unis est inenvisageable et inacceptable en France», l'Ufip assure que toute exploitation aurait été faite dans le respect des règles en vigueur. «Il y a de grandes différences entre le droit minier américain et français, explique Yves Le Goff. Certes, en France les contraintes sont plus serrées, car les surfaces sont plus petites et la densité humaine plus importante, mais la législation nous contraint à prendre des précautions.»

«Le débat a pris des proportions très éloignées de la réalité»

Des précautions jugées insuffisantes pour les riverains des forages et les élus, qui se sont massivement mobilisés contre ces nouveaux forages et surtout contre la technique de fracturation hydraulique qui peut causer une pollution durable des nappes phréatiques et des sols. «On a exploité des images venant des Etats-Unis qui sont très émouvantes et qui peuvent perturber les esprits, comme le film Gasland, déplore Yves Le Goff. Le débat a pris des proportions qui semblent très éloignées de l'exploitation pétrolière conventionnelle. On sait que malheureusement, il y a parfois des accidents et que certains travaux provoquent des nuisances, mais aujourd'hui elles sont contrôlées et nous progressons ainsi.»

Alors que du côté du gouvernement, la question des gaz de schiste semble réglée, les industriels ne baissent pas les bras: «On espère avoir une discussion qui permettra de prendre en compte la géologie et de trouver des méthodes adaptées. Ce serait dommage de ne pas étudier la possibilité de réduire la dépendance énergétique de la France. Mais si on nous dit que ce n'est pas possible, nous nous arrêterons», conclut Yves Le Goff.

Audrey Chauvet